

**Groupe d'information sur l'après-mine
dans le bassin houiller (GIAM)**

**Compte rendu de la réunion
du 10 mars 2009
à Forbach**

Le groupe d'information sur l'après-mine dans le bassin houiller (GIAM) s'est réuni le 10 mars 2009 à Forbach, dans les locaux de la communauté d'agglomération de Forbach Porte de France, sous la présidence de Mme HOUSPIC, sous-préfète de Forbach.

Etaient présents (par ordre alphabétique) :

M. AUBERTIN	ADEPRA
Mme BERNARD	Agence de l'eau Rhin-Meuse
M. BIRTEL	ADEPRA
M. BUR	Fédération départementale des maires de la Moselle
Mme BOROWSKI	Suppléante de Mme FILIPPETTI, Députée
M. COSQUER	BRGM/DPSM
M. DE TALANCÉ	DDE de la Moselle
M. DELATTRE	Association des communes minières de France
Mme DELLINGER	DDAF de la Moselle
Dr. ECKER	Oberbergamt de Sarre et de Rhénanie-Palatinat
Mme GOEURIOT	Collectif de défense des bassins miniers lorrains
M. GRENEY	Association après-mine Moselle-Est
M. HIRSCH	DRIRE Lorraine
Mme HOERNER	UFC que choisir Moselle-Est
M. JUNG	Sous-préfecture de Boulay
M. KALINOWSKI	Communauté d'agglomération de Forbach
M. KASPAR	ADELP
M. KNEPPER	Association après-mine Moselle-Est
M. KUHN	ADEPRA
M. LAIGRE	DRIRE Lorraine
Mlle LEOEUF	Conseil Général
M. LIAUTARD	DRIRE Lorraine
M. MERLET	FGAO
M. NADLER	Communauté de communes du Warndt
M. NIMSGERN	BRGM/DPSM
M. PIGNON	Représentant M. LANG, Député
M. PRÉVÔT	Communauté d'agglomération de Forbach
Mlle ROBERT	DDASS Moselle
M. SCHEID	CLCV Rosbruck
M. SCHRAMM	Oberbergamt de Sarre et de Rhénanie-Palatinat
M. SPERLING	Représentant M. WOJCIECHOWSKI, Député
M. STENGER	EPFL
M. WADOUX	Association des communes minières de France
M. WOZNIK	Fédération départementale des maires de la Moselle

Mme la sous-préfète de Forbach remercie l'ensemble des participants à la réunion, et en particulier M. le Président de la communauté d'agglomération de Forbach Porte de France pour son accueil dans les locaux de la communauté d'agglomération.

Elle indique avoir reçu une lettre du collectif environnement Moselle-Est, en date du 6 février 2009, exprimant le souhait d'inscription à l'ordre du jour de divers points qui seront, pour la plupart d'entre eux, abordés dans le cadre des diverses présentations qui vont suivre.

M. BIRTEL estime que le procès-verbal de la réunion du 2 juillet 2008 ne restitue pas convenablement les interventions qui ont été celles de l'ADEPRA sur les enjeux environnementaux liés au gazomètre de Marienau et demande à ce que ce point soit de nouveau évoqué.

Mme la sous-préfète de Forbach propose que ce point puisse effectivement être abordé lors de la discussion. Elle rappelle ensuite l'ordre du jour :

- 1) Travaux et surveillances réalisés en 2008 / Perspectives 2009 (BRGM/DPSM)
- 2) Bilan de la prise en charge des dommages miniers en 2008 (DRIRE)
- 3) Mise en service de l'installation de pompage de La Houve (DRIRE)
- 4) Informations accessibles sur Internet (DRIRE)

Point 1 - Travaux et surveillances réalisés en 2008 / Perspectives 2009

M. COSQUER présente ce point, comprenant un premier exposé spécifique aux travaux et un deuxième portant sur les surveillances.

◆ Travaux :

M. KASPAR souhaiterait savoir si la présentation réalisée sera sur Internet.

M. LAIGRE rappelle que les exposés présentés en séance seront, comme antérieurement pour l'ensemble des présentations réalisées depuis la mise en place du groupe d'information, maintenus à disposition et téléchargeables sur le site Internet de la DRIRE.

M. KALINOWSKI attire l'attention sur les conditions dans lesquelles est réalisée la dépollution du triangle de Marienau, l'itinéraire emprunté par les camions en relation avec ces travaux posant de son point de vue une gêne importante en milieu urbain. Il rappelle que la collectivité avait fait d'autres propositions d'itinéraire et souhaite que ces propositions puissent être prises en compte. Il s'interroge par ailleurs sur les échéances envisagées pour l'évacuation des schlamms du Bamag.

M. LIAUTARD précise que l'évacuation des schlamms sur ce site est du ressort de la SNET, ayant la qualité d'exploitant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette évacuation était normalement programmée pour le début d'année, en fonction des conditions climatiques, mais les échéances exactes ne sont pas connues. La DRIRE indique qu'elle se rapprochera de la SNET afin d'apporter ensuite une réponse précise au maire de Forbach.

Mme GOEURIOT souhaiterait que le coût détaillé de chacun des travaux ou des actions de surveillance présentées en réunion puisse être tenu à disposition sur le site de la DRIRE.

Mme la sous-préfète de Forbach estime qu'il n'est pas envisageable, pour l'Etat, de s'inscrire dans une logique consistant à rendre compte de l'utilisation de chaque euro. Ce n'est pas l'objet des démarches d'information mises en œuvre dans le cadre de l'après-mine. En revanche, des informations plus générales pourront être données en tant que de besoin.

M. PIGNON souhaiterait obtenir des précisions sur la planification envisagée pour les travaux de reprise de la loupe de glissement signalée sur le teril Sainte Fontaine.

M. LAIGRE répond qu'il n'y a pas d'enjeux immédiats de sécurité en relation avec ce phénomène, que les travaux nécessaires devront certes être réalisés, mais que du fait de l'absence de tels enjeux le seront sans urgence motivée, selon les calendriers de programmation budgétaire.

Mme la sous-préfète de Forbach souligne que, de manière générale, chaque action d'après-mine fait l'objet d'un suivi rapproché, que les actions reconnues nécessaires sont conduites en tout état de cause, mais avec une approche tout à fait normale de priorités selon les situations.

◆ Surveillances :

M. KASPAR souhaiterait savoir si l'on a détecté, au moyen des surveillances réalisées sur le puits de La Houve, la présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

M. HIRSCH répond que seules des traces de ces substances ont été identifiées.

M. BIRTEL revient sur les enjeux environnementaux liés au site du gazomètre de Marienau. Il relève que le point bas du gazomètre est à la cote 202 NGF, alors que la remontée prévisionnelle de l'eau au terme de l'ennoyage est de 193 NGF. Il estime que l'écart entre ces deux côtes est très faible, susceptible de présenter un risque en raison des contaminations du sol. Il estime qu'un traitement préventif des sols pollués serait préférable plutôt que de risquer une pollution de l'eau.

M. LAIGRE rappelle que cette question a déjà été posée lors de la précédente réunion du GIAM et que la DRIRE avait alors exposé que le confinement de sols pollués peut parfois constituer l'option la plus adaptée. Cette option est en particulier envisagée lorsque le déplacement des sols est susceptible d'induire des conséquences plus dommageables pour l'environnement.

M. LIAUTARD confirme cette orientation, qui s'applique à la situation présente et rappelle en particulier le volume important (40000 tonnes) de sols pollués concerné. Il rappelle également que la remontée de l'eau sera progressive, que le site fait l'objet d'une surveillance qui est adaptée aux enjeux environnementaux et que, dans l'éventualité où une pollution se manifesterait, les solutions les plus appropriées d'intervention seraient mises en place, par exemple un rabattement localisé de la nappe permettant d'éviter tout contact avec les couches de sol polluées.

Mme la sous-préfète de Forbach estime qu'il faut éviter la surenchère sur ces sujets. La surveillance proportionnée aux enjeux, puis l'engagement éventuel d'actions nécessaires sur la base des données de surveillance constituent une approche logique. Les services de l'État demeurent attentifs aux préoccupations soulevées et aux mesures correctives à apporter le cas échéant.

M. KASPAR estime pour sa part qu'en certains secteurs du bassin houiller il existe des pollutions avérées et que les approches mises en œuvre pour leur traitement se traduisent parfois par un transfert de pollutions d'un compartiment de l'environnement à un autre. Il donne en exemple le forage de dépollution du terril Sainte Fontaine, qui lui semble illustrer ce cas de figure.

M. KASPAR demande que soient précisés les sites où le radon est mesuré.

M. COSQUER précise que ces mesures sont réalisées en divers endroits du bassin houiller. Elles ont toutefois été effectuées en tout premier lieu dans l'ancienne concession de La Houve eu égard à la situation la plus avancée de l'ennoyage. Il est convenu que le détail des points de mesure pourra être joint en annexe au compte-rendu de la réunion (cf. annexe).

Point 2 : Bilan de la prise en charge des dommages miniers en 2008

M. LAIGRE rappelle le contexte juridique de l'intervention de l'Etat et expose le bilan des instructions prises en charge au cours de la première année de fonctionnement du dispositif.

M. SCHEID estime que la présentation ne traduit pas la réalité de la situation. De son point de vue, les délais de traitement des demandes de prise en charge de dommages miniers sont très excessifs et la méthode consistant à annoncer un délai d'instruction au-delà duquel le rejet de la demande est implicite lui apparaît inacceptable. Il fait état d'un dispositif de gestion des dommages miniers qui ferait preuve de complexité, voire d'inefficacité avérée. Il évoque notamment les dommages constatés sur diverses concessions funéraires du cimetière de Rosbruck et soutient que ceux-ci resteraient non traités de manière récurrente depuis plusieurs années. Il demande par ailleurs à obtenir communication de plans spécifiques à la fracturation du sol consécutive à l'exploitation minière. Il rappelle enfin que le PPRI est inexact au regard des zones inondables qu'il délimite et estime qu'il serait en conséquence indispensable de pouvoir disposer d'un nouveau PPRI.

M. LAIGRE répond que les procédures mises en œuvre, les délais d'instruction, ainsi que la forme donnée à la réponse, y compris éventuellement par rejet implicite au bout d'un délai déterminé, relèvent de règles de droit commun. Il expose que les dommages évoqués sur diverses concessions funéraires du cimetière de Rosbruck, loin de ne pas avoir été pris en charge, ont fait

l'objet d'une instruction ayant permis de diagnostiquer qu'une partie des dommages n'étaient pas d'origine minière. Le maire de Rosbruck en a été informé. D'autres concessions funéraires ont par ailleurs conduit à l'engagement d'investigations de terrain (sondages) qui permettront de préciser l'origine des dommages, mais en tout état de cause il est ainsi infondé d'alléguer d'une prétendue inaction sur ce dossier. Concernant la facturation du sol, il rappelle que des cartes d'aléas couvrant, entre autres, les zones de crevasses minières traitées ont été portées à la connaissance de l'ensemble des maires du bassin houiller en novembre 2008. Concernant enfin la question du PPRI, il rappelle que le maire de Rosbruck avait été rendu destinataire, en janvier 2008, d'un porter à connaissance spécifique à la problématique des inondations dans le vallon du Weihergraben et que ce porter à connaissance permet à la commune de disposer de toutes les informations nécessaires sur les limites exactes des zones susceptibles d'être inondées en situation de crue de la Rosselle.

Mme la sous-préfète de Forbach estime qu'il ne sert à rien de forcer le trait sur le sujet des dommages miniers, alors que l'instruction de ceux-ci est assurée selon les règles en vigueur. Elle regrette tant la tonalité désobligeante que la présentation contestable des faits qui s'est exprimée au travers de l'intervention de la CLCV de Rosbruck.

Mme GOEURIOT souhaite exprimer sa solidarité avec l'intervention de la CLCV.

Point 3 : Mise en service de l'installation de pompage de La Houve

M. HIRSCH présente ce point aux plans technique et réglementaire.

M. KASPAR indique se réjouir de la mise en place de ce dispositif. Il émet toutefois le souhait que l'on puisse à l'avenir ne plus se référer au SEQ-Eau, mais plutôt aux objectifs du SAGE.

Point 4 : Informations accessibles sur le site Internet de la DRIRE

M. HIRSCH présente les dispositions mises en œuvre pour l'accès à l'information sur l'après-mine sur le site Internet de la DRIRE.

Mme la sous-préfète de Forbach demande si les documents relatifs au CLIC de la plateforme de Carling sont également mis à disposition sur ce site.

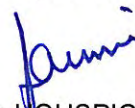
M. LIAUTARD précise que ces informations sont effectivement présentes, accessibles sous la rubrique « environnement » du site Internet.

Points divers :

M. BIRTEL expose le problème de raréfaction de l'oxygène rencontré dans certaines habitations de la cité de Belle Roche à Cocheren et demande comment ces difficultés sont abordées.

Mme la sous-préfète de Forbach explique que le dossier est actuellement traité en relation étroite avec le maire de Cocheren. Il conviendra de préciser l'origine du phénomène et les pistes envisageables pour son traitement, ce qui doit être assuré par une étude dont le cahier des charges est en cours de préparation. Evidemment, dans l'immédiat il convient par ailleurs d'assurer la sécurité des habitants, ce qui est garanti par la mise en œuvre de mesures de surveillance de la qualité de l'air avec l'appui des services d'incendie et de secours.

La sous-préfète,



Sylvie HOUSPIC

Bassin Houiller Lorrain : Ensemble des sites de mesure Radon

Dénomination		Localisation	Nature de l'analyse	Equipement	Etat Zéro	
Concession La Houve	RAD Porcelette	commune de Porcelette	dans le sol en dehors de l'emprise des exploitations minières mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	octobre 2008 à janvier 2009	Réalisé - en attente des résultats (avril 2009)
	RAD Stade	commune de Creutzwald	dans le sol zone crevassée dans une emprise minière mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	octobre 2008 à janvier 2009	
	RAD Mairie	commune de Creutzwald sous-sol de la mairie	atmosphère en milieu confinée zone d'emprise minière mesure en continu	Appareil de mesure en continu	octobre 2008 à janvier 2009	
	RAD Barrois	commune de Creutzwald exutoire puits Barrois	prélèvement gaz de mine mesure ponctuelle	Prélèvement par fiole scintillante	octobre 2008 à janvier 2009	
Concession Sarre et Moselle	RAD Belle Roche	commune de Cocheren	dans le sol zone crevassée dans une emprise minière mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	juin 2009 à janvier 2010	à réaliser
	RAD PCS C5	commune de Freyming-Merlebach	dans le sol zone d'emprise minière mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	juin 2009 à janvier 2010	
	RAD SDEC C2	commune de Freyming-Merlebach	prélèvement gaz de mine mesure ponctuelle	Prélèvement par fiole scintillante	juin 2009 à janvier 2010	
Concession De Wendel	RAD Bellevue	commune de Forbach	dans le sol zone crevassée dans une emprise minière mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	juin 2009 à janvier 2010	à réaliser
	RAD PCS E1	commune de Petite-Rosselle Carreau Wendel	atmosphère dans le réseau de drainage gaz autour du bâtiment du musée Wendel zone d'emprise minière mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	juin 2009 à janvier 2010	
	RAD SDEC E9	commune de Forbach sondage de décompression SDEC Est 9	prélèvement gaz de mine mesure ponctuelle	Prélèvement par fiole scintillante	juin 2009 à janvier 2010	
	RAD Habsterdick	commune de Stiring-Wendel	dans le sol en dehors de l'emprise des exploitations minières mesure en continu	Tubage PVC 1,20 m de profondeur Sonde barasol	juin 2009 à janvier 2010	